

16 mai, 2019

**Grande marche familiale de solidarité  
avec les travailleurs en lockout d'ABI**

**Tous à l'action du 25 mai pour appuyer  
les travailleurs d'ABI — Leur lutte  
est notre lutte!**



**Trois-Rivières**

**Samedi 25 mai - 10 h 30**

Devant l'amphithéâtre Cogéco au 100, avenue des Draveurs

*Pour plus de renseignements et réserver des places*

*sur les autobus cliquer [ici](#)*

*Les Métallos du district 6 (Ontario et provinces de l'Atlantique) intéressés à  
organiser des autobus pour Trois-Rivières doivent contacter Tony DePaulo  
au bureau du district 6: 416-243-8792 ou [d6@usw.ca](mailto:d6@usw.ca)*

- **Les travailleurs d'ABI et leurs alliés présentent leur cause aux actionnaires d'Alcoa à leur assemblée annuelle à Pittsburgh**
- **Discussion sur la convention et le protocole de retour au travail dictés par Alcoa/Rio Tinto et le gouvernement - Entrevue avec Alexandre Fréchette, président du Syndicat des travailleurs de l'aluminium d'Alma, section locale 9490 du Syndicat des Métallos**

### **Lockout à la fonderie de Glencore à Belledune, au Nouveau-Brunswick**

- **Les travailleurs exigent le retrait des demandes irresponsables de concessions**

### **36e Journée annuelle des travailleurs accidentés de l'Ontario**

- **Des actions à l'échelle de la province donnent un élan pour les activités du 1er juin et la campagne «L'indemnisation des travailleurs est un droit!»**

### **100e anniversaire de la grève générale de Winnipeg**

- **La fière histoire de résistance organisée et de défense des droits des travailleurs canadiens**

---

## **Grande marche familiale de solidarité avec les travailleurs en lockout d'ABI**

# **Tous à l'action du 25 mai pour appuyer les travailleurs d'ABI — Leur lutte est notre lutte!**

Le cartel mondial Alcoa/Rio Tinto maintient maintenant les travailleurs d'ABI en lockout depuis plus de 16 mois. Le samedi 25 mai, les travailleurs d'ABI organisent une marche familiale dans les rues de Trois-Rivières pour affirmer la justesse de leur cause et rallier tout le monde derrière la lutte importante qu'ils mènent pour les droits des travailleurs et le bien-être de leurs communautés.

Les travailleurs d'ABI luttent sans relâche depuis le début du lockout et les mois qui l'ont précédé pour négocier une convention collective qu'ils jugent acceptable et défendre leur syndicat contre les manoeuvres du cartel mondial pour le détruire.

Les travailleurs d'ABI appellent tout le monde à marcher ensemble pour appuyer leur lutte, qui concerne les droits et les standards de travail et de vie de tous et le bien-être des communautés où ils vivent. Ils luttent à la défense de conditions d'emploi à un standard moderne acceptable dans la région de la Mauricie-Centre-du-Québec et partout au Québec et au Canada.



Tous les travailleurs soucieux de la dignité du travail considèrent inacceptable qu'un cartel mondial refuse de négocier avec ceux qui font le travail et leurs représentants. Le cartel utilise son immense richesse sociale et la production d'autres alumineries qu'il contrôle pour mettre les travailleurs en lockout pendant des mois et les forcer à accepter des conditions de travail qui vont abaisser les conditions générales dans la région et au Canada. Alors que cette lutte se mène pour les droits et un niveau de vie acceptable pour ceux qui font le travail, le gouvernement du Québec se couvre de honte en ne défendant pas ses propres travailleurs et en agissant comme le valet d'un cartel mondial. Le

gouvernement a ouvertement appuyé les demandes du cartel d'offrir le travail en sous-traitance, d'abaisser le niveau de vie dans la région et de briser le syndicat. Le gouvernement permet même à Alcoa de ne pas respecter son contrat d'hydroélectricité pendant le lockout, de ne pas payer le bloc d'énergie qu'Hydro-Québec a préparé, budgété et mis de côté pour le monopole à un tarif préférentiel, ce qui prive le peuple Québécois de centaines de millions de dollars.

## **Tous à la marche du 25 mai !**

Le Syndicat des Métallos organise des autobus à partir de plusieurs régions pour se rendre à Trois-Rivières : Côte-Nord, Gaspésie-Bas-St-Laurent, Nord-du-Québec, Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, Laurentides-Lanaudière, Montérégie, Abitibi-Témiscamingue, Estrie, Montréal et Outaouais. Des autobus partiront de différentes villes dans ces régions. Le district 6 du Syndicat des Métallos a annoncé la participation des métallos de l'Ontario à la marche et nolisera aussi des autobus pour l'occasion. Le district 6 du Syndicat des Métallos représente également les métallos des provinces de l'Atlantique qui appuient eux aussi la juste cause des travailleurs d'ABI.

*Forum ouvrier* appelle tous les travailleurs et leurs familles à participer à la marche pour en faire le plus grand succès possible. *Forum ouvrier* y sera et en fera un reportage avec photos et entrevues. Dans ce numéro, nous publions une entrevue avec Alexandre Fréchette, le président du Syndicat des travailleurs de l'aluminium d'Alma. En se basant sur l'expérience vécue des travailleurs d'Alma pendant et après le lockout de 2012, il démontre le caractère frauduleux de l'hypothèse de règlement du ministre du Travail, qui appuie entièrement le cartel mondial et nie les droits des travailleurs d'ABI.



Depuis le début de ce lockout injuste et face au refus du cartel mondial de négocier, un facteur important qui soutient les travailleurs d'ABI et leur permet de poursuivre leur lutte a été l'appui organisé, notamment financier, que les autres travailleurs leur ont apporté. Ils ont reçu l'appui financier de plus de 400 syndicats locaux du Québec, du Canada, des États-Unis, d'Australie et du Guatemala. C'est un geste important par lequel les travailleurs ont pris l'initiative afin de contrer l'énorme pouvoir mondial d'oligopoles comme Alcoa et Rio Tinto et les gouvernements qui sont à leur service, dont le gouvernement du Québec. Les cartels mondiaux sont animés par le seul objectif de faire le profit

privé maximum sans égard aux conséquences pour les travailleurs, l'environnement social et naturel et la nation. Les travailleurs peuvent contrer ce pouvoir mondial avec leur propre pouvoir humain et leur détermination à défendre leurs droits, les communautés et la nation.

Le 25 mai, allons tous à Trois-Rivières exprimer notre appui à la juste cause des travailleurs d'ABI, de leurs familles et de leurs communautés et dire clairement à Alcoa/Rio Tinto que nous sommes aux côtés des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés. Leur lutte est la nôtre et, ensemble, nous pouvons faire une différence dans cette lutte contre un géant mondial. Ensemble, nous pouvons faire une contribution à la lutte de tous les travailleurs pour leurs droits, en ces moments les plus difficiles marqués par l'offensive antisociale et la destruction nationale imposées par l'oligarchie financière dominante.

Le cartel Alcoa/Rio Tinto doit négocier une convention collective avec ses travailleurs et en arriver à un arrangement que les travailleurs peuvent accepter. Le cartel doit abandonner sa tentative de faire



taire les travailleurs et de briser leur syndicat. Les travailleurs constituent le facteur humain essentiel. Ils ont des droits et une voix qui doit être entendue en ce qui concerne leurs conditions de travail et de vie et la direction de l'économie et de la nation.

*Tous à la marche du 25 mai !  
Plein appui à la juste lutte des travailleurs d'ABI !*



## **Les travailleurs d'ABI et leurs alliés présentent leur cause aux actionnaires d'Alcoa à leur assemblée annuelle à Pittsburgh**



Le 8 mai, près de 200 travailleurs d'ABI et leurs alliés ont manifesté dans les rues de Pittsburgh à l'occasion de la réunion annuelle des actionnaires d'Alcoa. Les manifestants ont réclamé un accord négocié et la fin du lockout de 16 mois. Les travailleurs ont également pris la parole à la réunion des actionnaires et présenté leur demande que l'entreprise négocie une convention collective acceptable pour ceux qui effectuent le travail.

Le siège social d'Alcoa est situé à Pittsburgh. Le fait que près de 200 des 1 030 travailleurs d'ABI aient effectué le trajet de 13 heures en autobus montre leur détermination à défendre la dignité du travail et leur communauté.

Les travailleurs ont rencontré des membres des syndicats d'Alcoa et d'Arconic aux États-Unis pour discuter de leur expérience et partager leurs préoccupations. Arconic a été formée à la suite de la scission d'Alcoa en 2016 en deux entités distinctes. Alcoa a conservé l'extraction et la production de bauxite et la production d'alumine et d'aluminium primaire, tandis qu'Arconic se concentre sur la transformation de l'aluminium et d'autres métaux légers en produits manufacturés destinés aux secteurs de l'aérospatiale, de l'automobile et d'autres secteurs.

Les travailleurs ont également rencontré le président international du Syndicat des Métallos, Leo Gerard, qui a dit que le syndicat faisait pression sur Alcoa pour que la compagnie signe une convention collective acceptable pour les travailleurs d'ABI. Les Métallos américains tentent

présentement de négocier un accord-cadre avec Alcoa et Arconic. Leo Gerard a dit avoir souligné aux représentants des employeurs que le conflit de Bécancour portait atteinte à leurs propres négociations et les rendait plus difficiles.

Les travailleurs d'ABI étaient accompagnés d'une délégation de métallos de l'aluminerie Rio Tinto à Alma, membres de la section locale 9490 du Syndicat des Métallos. Des travailleurs américains d'Alcoa et d'Arconic se sont joints à eux pour manifester dans les rues de la ville, drapeaux et banderoles déployés. Ils ont terminé leur manifestation devant les portes de l'hôtel où se tenait l'assemblée annuelle des actionnaires.

Munis de procurations d'actionnaires, les travailleurs sont intervenus à la réunion d'Alcoa pour dire aux actionnaires que le lockout, qui dure maintenant depuis plus de 16 mois, est inacceptable pour tous. Un dirigeant international du Syndicat des Métallos a déclaré aux actionnaires qu'il était frappant de constater que le nom Alcoa était associé à des problèmes dans de nombreux endroits où il opère. Il a mentionné l'Australie, l'Espagne et maintenant le Canada. En Australie, en 2018, Alcoa a demandé et obtenu l'accord du tribunal des relations de travail pour annuler la convention collective de 1 500 travailleurs. Alcoa et le tribunal d'État ont utilisé le prétexte frauduleux et arrogant que la convention collective ne permettait pas à la compagnie d'être flexible et concurrentielle sur les marchés mondiaux. À la fin de 2018, Alcoa a annoncé la fermeture de deux fonderies en Espagne, provoquant une lutte que les travailleurs et leurs communautés continuent de mener.

Clément Masse, le président de la section locale 9700 du Syndicat des Métallos, qui représente les travailleurs d'ABI, est aussi intervenu à l'assemblée des actionnaires. Il a dit à *Forum ouvrier* qu'il a parlé aux actionnaires des valeurs qu'Alcoa prétend défendre. « Je leur ai dit qu'Alcoa déclare qu'une des valeurs qu'il défend c'est l'environnement. Je leur ai demandé qu'est-ce qu'Alcoa fait de l'environnement social ? Je leur ai dit que l'environnement social s'est dégradé avec le conflit qui a beaucoup affecté la communauté. Beaucoup de gens sont touchés. Il faut penser à cela aussi. » Clément a également dit aux actionnaires que l'usine d'Alcoa est très performante, que la main-d'oeuvre est experte, et que les actionnaires perdent beaucoup d'argent sans raison. Ils ont tout à gagner à demander que les dirigeants d'Alcoa signent une convention négociée pour mettre fin au lockout. Le PDG d'Alcoa, Roy Harvey, a répondu qu'il était préoccupé mais n'a fait aucun autre commentaire.

Selon Clément Masse, les actionnaires ont écouté attentivement le message des travailleurs et certains sont venus leur serrer la main à la suite de leur intervention. Les représentants des travailleurs d'ABI ont également rencontré deux membres de la direction du siège social d'Alcoa à Pittsburgh et leur ont présenté leurs préoccupations.







(Photos: Syndicat des Métallos)





# Discussion sur la convention et le protocole de retour au travail dictés par Alcoa/Rio Tinto et le gouvernement chez ABI

**- Entrevue avec Alexandre Fréchette, président du Syndicat des travailleurs de l'aluminium d'Alma, section locale 9490 du Syndicat des Métallos -**



**Manifestation en appui aux travailleurs de l'aluminium d'Alma, le 31 mars 2012**

*Dans cette entrevue, Alexandre Fréchette mentionne que le ministre québécois du Travail, Jean Boulet, a déjà représenté ABI à titre d'avocat chez Heenan Blaikie avant d'entrer au gouvernement. « À voir son comportement, la façon dont il favorise l'employeur systématiquement, et qu'il met de la pression sur les travailleurs, je crois qu'on peut se questionner très sérieusement et certainement dire à tout le moins que ce ministre n'est pas neutre dans le conflit », dit-il.*



**Alexandre Fréchette, le président de la section locale 9490 du Syndicat des Métallos, exprime l'appui des travailleurs d'Alma lors d'un rassemblement pour les travailleurs d'ABI, le 8 février 2018.**

**Forum ouvrier :** Dans l'hypothèse de règlement qu'il a présentée sur le conflit à ABI le 17 avril, le ministre québécois du Travail Jean Boulet dit qu'il a tenu compte du lockout de 2012 à Alma décrété par Rio Tinto. Il a suggéré qu'en fait il a respecté ce qui s'est passé à Alma pour obtenir un résultat semblable dans le cas du lockout à ABI. Peux-tu nous en dire plus sur ce qui s'est passé à la suite du lockout à Alma ?

**Alexandre Fréchette :** Concernant la durée du retour au travail, après le lockout, de deux choses l'une : ou le ministre est un incompetent, ou c'est un menteur. Pour essayer de justifier son hypothèse de règlement, le ministre dit qu'à Alma, nous avons réussi de peine et de misère à réussir le retour au travail en six mois, d'où sa proposition que le protocole de retour au travail à ABI prévoit un retour qui se fait en six mois.

En fait, c'est marqué noir sur blanc dans notre convention collective de 2012 que l'employeur s'engage à rappeler au travail à temps plein tous les employés à son emploi au 31 décembre 2011 et ce, au plus tard, 90 jours après le redémarrage de

la toute première cuve. C'est l'entente 13 de notre convention collective. Il y a même une annexe, un tableau, avec l'échéancier détaillé de redémarrage par semaine, jusqu'à 14 semaines. Donc 90 jours, au plus tard, tout le monde est rappelé. Cette entente fait partie de notre convention collective, elle est même encore dans notre convention collective de 2015. Et dans les faits, chez nous, le retour a été effectué en 90 jours. Ce qui a été un peu difficile dans notre retour au travail, ça n'a pas été la durée, mais l'ordre de rappel, l'ancienneté. Il y a eu des erreurs de rappel, qui ont été d'ailleurs compensées pleinement par la compagnie. En ce qui concerne la durée, elle a été entièrement respectée.

Comme je l'ai dit, ou le ministre est un incompetent, qui dit des choses dont il n'est pas au courant, ou il est bien conscient de ce qu'il dit et il sait que c'est un mensonge qu'il utilise contre les travailleurs.

**FO :** Le ministre a aussi dit qu'il a « modernisé » la clause de sous-traitance à ABI dans son hypothèse de règlement. Qu'a-t-il fait exactement ?

**AF :** C'est très simple. Dans la convention collective des travailleurs d'ABI, Alcoa avait le droit d'avoir recours à la sous-traitance dans une liste d'activités où la sous-traitance est permise. En la « modernisant », le ministre a en fait enlevé cette liste-là, pour qu'Alcoa puisse prendre les emplois sous-traitables et les appliquer partout dans l'usine.

Ce qu'il a fait, c'est éliminer la liste des emplois sous-traitables. Cette liste est une contrainte pour la compagnie. Si je fais le parallèle avec Alma, pour avoir une liste d'emplois sous-traitables, cela nous a coûté six mois de lockout. Je dirais que 90 % de notre conflit visait à obtenir cette liste-là. C'était pour obtenir une limitation au droit de gérance de l'employeur, en ayant une clause qui limite à la fois la quantité de sous-traitance et les endroits où elle va s'appliquer.

Notre clause de sous-traitance dit essentiellement qu'ils ont le droit de prendre 15 % des heures travaillées par opération pour la sous-traitance et de les appliquer dans une liste d'emplois négociée. C'est important parce qu'on choisissait des emplois où ça fait moins mal, où il n'y a pas nécessairement la connaissance du procédé, des emplois plus de manutention et de choses accessoires. C'est une concession importante que le ministre introduit et c'est certain selon nous que c'est quelque chose qu'il faut dénoncer haut et fort.

Juste pour cela, juste pour cette clause de sous-traitance, à mon avis cette hypothèse de règlement est pire que l'offre de la compagnie du mois de mars. Alors de voir le ministre parler de cela comme si c'est quelque chose d'accessoire dans ce conflit-là, nous lui disons que nous avons fait six mois pour avoir cette liste-là, et lui, il l'enlève dans l'hypothèse de règlement. Alors, pour qui travaille-t-il ?

Selon nous, ces deux éléments-là sont tellement flagrants qu'il s'agit soit d'incompétence ou de mensonge. Je ne suis pas capable avec certitude de prouver l'intention. Maintenant, si je regarde le passé du ministre, monsieur Boulet a déjà obtenu des contrats pour représenter ABI dans le passé. Il a eu des contrats avec ABI comme avocat dans le temps qu'il travaillait pour Heenan Blaikie. À voir son comportement, la façon dont il favorise l'employeur systématiquement, et qu'il met de la pression sur les travailleurs, je crois qu'on peut se questionner très sérieusement et certainement dire à tout le moins que ce ministre n'est pas neutre dans le conflit.

*(Photos : LML, Syndicat des Métallos)*





**Lockout à la fonderie de Glencore à Belledune, au Nouveau-Brunswick**

## **Les travailleurs exigent le retrait des demandes irresponsables de concessions**

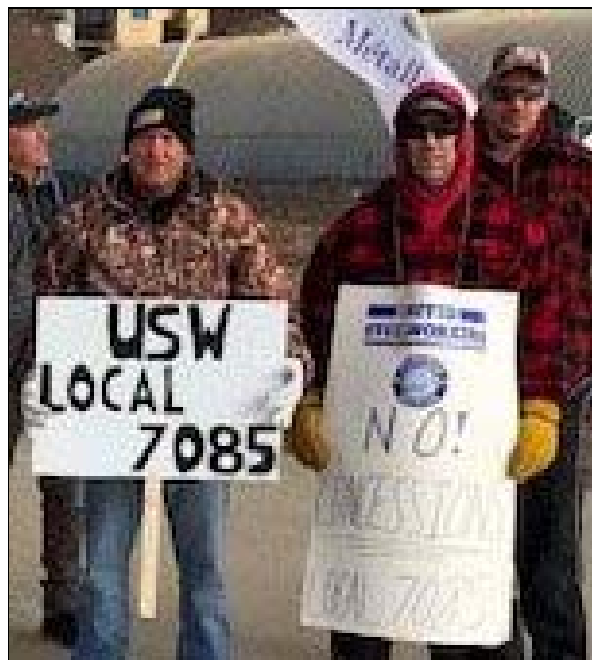


**Des représentants de la section locale 7085 du syndicat des Métallos ont participé à l'assemblée annuelle des actionnaires de Glencore à Zoug, en Suisse, le 9 mai 2019, pour s'opposer aux demandes de concessions de la compagnie.**

Le lockout des travailleurs de la fonderie de Glencore à Belledune, au Nouveau-Brunswick, dure depuis plus de trois semaines déjà. Les travailleurs en lockout, membres de la section locale 7085 du Syndicat des Métallos, disent qu'ils sont déterminés à défendre leurs droits et demandent que l'oligopole minier et métallurgique retire ses demandes de concessions lourdes de conséquences.

Le 9 mai, deux membres de la section locale 7085 des Métallos, qui représente les travailleurs de Belledune, et un permanent syndical de la section locale se sont rendus à Zoug, en Suisse, pour participer à l'assemblée annuelle des actionnaires de Glencore. Appuyés par IndustriAll Global Union, dont le syndicat des Métallos est un affilié, ils y sont intervenus pour s'opposer aux demandes de concessions de Glencore en ce qui a trait à la santé et la sécurité, la représentation syndicale, les régimes de retraite et les avantages sociaux.[1] Ils ont rencontré le PDG de Glencore, un des membres du conseil d'administration qui est président du Comité de santé, de sécurité, d'environnement et des communautés et d'autres membres du conseil.

Selon un rapport du district 6 du Syndicat des Métallos, qui est responsable de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique, les travailleurs de



Glencore ont présenté les enjeux qui existent à la fonderie du Nouveau-Brunswick et brossé un portrait du harcèlement et de la culture non sécuritaire qui prédominent à l'entreprise. Les membres de l'équipe ont clairement indiqué qu'ils s'attendaient à un suivi et qu'ils étaient prêts à négocier mais pas sur la base de ces concessions antiouvrières provocatrices qui mettent en danger la santé et la sécurité des travailleurs. Selon le rapport, ils ont aussi déclaré qu'ils sont prêts à entreprendre une campagne publique mondiale à la défense des droits des travailleurs de la fonderie s'il le faut.

Pendant ce temps, au niveau local, il n'y a aucune communication entre la direction de Glencore et le syndicat. La direction a été informée que le syndicat est prêt à retourner à la table de négociations, mais qu'elle doit d'abord retirer ses concessions sur la santé et la sécurité. Les travailleurs se disent confiants que quelque chose de positif va se produire parce que la fonderie est très productive, mais ils n'abandonnent pas leur juste revendication que Glencore retire ses demandes de concessions.

La direction de Glencore à l'endroit de travail fait tout pour tromper le public en écrivant des articles dans les journaux locaux dans lesquels elle dit que le conflit porte sur les questions monétaires. Le président du syndicat, Bart Dempsey, a dit aux médias qu'en effet les travailleurs aimeraient une augmentation mais que leur lutte ne porte pas sur les salaires mais leur revendication que Glencore retire ses demandes de concessions. Comme le syndicat l'a souligné à maintes reprises, les travailleurs, au point où ils en sont rendus, ne demandent qu'à préserver ce qu'ils ont.

Le président Dempsey a dit à *Forum ouvrier* que les travailleurs s'opposent à la désinformation de Glencore en expliquant au public les détails et la nature du conflit. Jusqu'en avril 2018, Glencore n'avait demandé aucune de ces concessions. La direction avait même dit qu'elle était prête à laisser la convention collective telle qu'elle est pour les cinq prochaines années, si les travailleurs acceptaient une augmentation salariale de 0,45 cents de l'heure.

À ce moment-là, les travailleurs avaient dit qu'une aussi faible augmentation n'était pas acceptable, surtout après qu'ils aient fait d'importantes concessions, notamment dans les régimes de retraite, dans la convention collective de 2014 après que Glencore eut fusionné avec Xstrata et acquis la fonderie. Les travailleurs avaient dit cependant qu'ils tiendraient compte de l'offre de Glencore lorsque les négociations officielles commenceraient. À la table de négociation, cette très faible augmentation salariale serait discutée de pair avec le libellé de certaines clauses de la convention qui causait des problèmes.

Tout à coup, sans avertissement, la direction de Glencore a présenté une longue liste de concessions et a refusé d'examiner les propositions des travailleurs. Ceux-ci disent qu'ils n'ont jamais reçu de réponse formelle à leurs propositions. La situation a alors dégénéré en un diktat et une entreprise d'extorsion de la part de la compagnie où le cartel a cherché à abaisser les conditions de travail et à briser le syndicat.

Un autre exemple de cette intransigeance s'est produit le 24 avril dernier lorsque Glencore a physiquement empêché les travailleurs du quart de jour d'entrer dans l'usine alors que les travailleurs s'apprêtaient à débrayer légalement à 18 h. Plutôt que de s'opposer au geste irresponsable de Glencore et à son refus de négocier, la Cour supérieure du Nouveau-Brunswick l'a approuvé en accordant deux ordonnances demandées par la compagnie qui entravent la capacité des travailleurs de dresser des lignes de piquetage efficaces à la défense de leurs droits.

### **Les travailleurs de Glencore et d'ABI affrontent des oligopoles mondiaux**

La similitude entre la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs de Belledune, au Nouveau-Brunswick, et celle des travailleurs de Bécancour au Québec, est frappante. Dans les deux cas, les

travailleurs semblaient se rapprocher d'une entente, qui se serait concrétisée si les deux cartels mondiaux avaient négocié de bonne foi. Au contraire, les oligopoles ont miné les relations et sont passés à l'offensive pour attaquer les droits fondamentaux des travailleurs et tenter de briser le syndicat, tout en déformant la nature du conflit et en calomniant les travailleurs en les accusant d'être responsables de leur lockout.

Les travailleurs métallurgiques d'ABI et de Glencore et les travailleurs en général ont une cause commune dans l'unité à la défense de leurs droits contre le pouvoir des oligopoles et leurs représentants étatiques. Partout au pays, l'oligarchie financière au pouvoir, avec son offensive antisociale, a politisé ses demandes, usurpé les pouvoirs de l'État et changé les lois afin d'imposer des mesures d'austérité qui affaiblissent et démantèlent les programmes sociaux et la réglementation, afin que les compagnies ne soient pas redevables de leurs mauvaises pratiques. Des attaques spécifiques contre les travailleurs comme ceux d'ABI, de Glencore, de GM et de Postes Canada, visent clairement à rendre inefficaces les organisations de défense des travailleurs. Les partis qui forment le système de partis cartellisés, qui fait en sorte que le peuple ne peut pas parler en son nom mais demeure marginalisé et privé de toute voix effective, sont tous de la partie. Pour mettre fin au déséquilibre qui existe dans les relations entre les deux principales classes sociales, celle qui possède et contrôle les forces productives et achète la capacité de travailler des travailleurs, et les travailleurs qui vendent leur capacité de travailler à ceux qui sont en contrôle, il faut que les travailleurs prennent leurs affaires en main et luttent pour leurs droits dans le contexte de la lutte pour les droits de tous.

Les entreprises et leurs représentants étatiques tentent de transformer cette relation sociale en un diktat unilatéral en utilisant leur richesse et leur influence mondiales et les pouvoirs de police de l'État pour déstabiliser la classe ouvrière, miner sa volonté de se battre, et nier aux travailleurs ce qui leur appartient de droit. La lutte courageuse des travailleurs d'ABI et de Glencore pour donner une signification aux droits en ce 21<sup>e</sup> siècle, est historique. Tout aussi historique est la lutte vaillante des Métallos de la section 1005, qui, en défendant leurs pensions, ont mis à nu le recours aux lois et aux tribunaux de l'insolvabilité pour briser les syndicats et qui défendent ce qui appartient de droit aux travailleurs. Se sont joints à eux les travailleurs de tous les secteurs de l'économie qui défendent leurs droits et les droits de tous. Ces luttes, et le vaste appui national et international que les travailleurs d'ABI et de Glencore reçoivent, illustrent la détermination de la classe ouvrière à s'unir à la défense de sa dignité et de ses droits, et à développer de nouvelles méthodes de lutte conformes aux nouvelles conditions de déséquilibre et de pouvoir des cartels.

## Note

1. Pour de plus amples informations sur comment le lockout a été décrété par Glencore et sur les concessions antiouvrières qu'il tente d'arracher aux travailleurs, et sur la position courageuse adoptée par les travailleurs de la section locale 7085 à la défense de leurs droits et de leur dignité, lire « [Les travailleurs défendent leurs droits et leur dignité](#) » dans le numéro du 2 mai de *Forum ouvrier*

(Photos : District 6 du Syndicat des Métallos)





### 36e Journée annuelle des travailleurs accidentés de l'Ontario

## Des actions à l'échelle de la province donnent un élan pour les activités du 1er juin et la campagne «L'indemnisation des travailleurs est un droit!»

**1er juin: 36e Journée des travailleurs accidentés de l'Ontario**



### CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Les organisations qui forment le Réseau ontarien des travailleurs accidentés (ONIWG) ont tenu une série d'actions à l'échelle de la province le 14 mai en préparation pour la 36e Journée annuelle des travailleurs accidentés le 1er juin à Queen's Park, à Toronto, et dans d'autres villes.

Les actions du 14 mai et les rassemblements du 1er juin contribuent à la campagne « L'indemnisation des travailleurs est un droit » qu'ONIWG a lancée en 2017. Cette campagne défend les des droits de tous en revendiquant que tous les travailleurs de l'Ontario bénéficient du régime d'indemnisation des travailleurs et que le régime fournisse aux travailleurs accidentés ce dont ils ont besoin pour vivre dans la dignité. *Forum ouvrier* lance l'appel à tous les travailleurs à participer à la journée du 1er juin.

ONIWG explique qu'il a lancé cette campagne « parce que nous devons nous opposer aux injustices qui sont commises contre nous, les travailleurs accidentés. Depuis trop longtemps, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) s'en tire à bon compte avec la violation de nos droits par des coupures et l'austérité, sans rendre de comptes à personne. Le régime a été transformé d'un régime qui est censé nous protéger en un régime qui nous est hostile.

« Nous refusons de l'accepter. Nous prenons position partout en Ontario pour reprendre notre voix et revendiquer un régime d'indemnisation des travailleurs public et fort qui fonctionne selon ses principes fondateurs.

« Avec la campagne 'L'indemnisation des travailleurs est un droit', nous, les travailleurs accidentés,

nous unissons à l'échelle de toute la province et organisons autour de trois revendications clés :

« 1. Non aux coupures qui reposent sur des emplois fantômes !

«2. Écoutez les professionnels de la santé qui traitent les travailleurs accidentés !

«3. Cessez de couper les prestations sur la base de 'conditions préexistantes' !

« Ensemble, nous sommes puissants et nous avons la force collective de bâtir notre mouvement jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites et que justice soit rendue aux travailleurs accidentés. »

## Journée d'action du 14 mai

Toronto





## London



## Windsor





Barrie; Thunder Bay



(Photos: FO, ONIWG, injuredworkersonline.org)



**100e anniversaire de la grève générale de Winnipeg**

**La fière histoire de résistance organisée et de défense  
des droits des travailleurs canadiens**



Rassemblement le 4 juin 1919, devant l'édifice qui abritait le comité des citoyens

Cette année est le 100e anniversaire de la grève générale de Winnipeg. Le Premier mai 1919, découragés par l'inflation et le chômage de l'après-guerre, les monteurs d'acier et les ouvriers du bâtiment de Winnipeg se sont mis en grève pour réclamer des salaires plus élevés. Les ouvriers du bâtiment de Winnipeg ont débrayé pour gagner de meilleurs salaires et de meilleures heures de travail. Ils ont été rejoints par des monteurs d'acier qui se battaient pour que leur syndicat, le Metal Trades Council, soit reconnu par l'entreprise.

Le 15 mai, avec l'appui écrasant de ses 12 000 membres, le Conseil du travail de Winnipeg a appelé à une grève générale. Trente mille syndiqués et non syndiqués ont débrayé. Les téléphonistes de la ville ont été parmi les premiers à le faire. Winnipeg n'a pas eu de service téléphonique pendant une semaine. Des grèves ont été organisées à Edmonton et à Calgary pour appuyer la grève générale de Winnipeg.

Le contexte de cette grève a été la grave crise économique dans laquelle la Grande-Bretagne et, par extension, le Canada se sont retrouvés après la Première Guerre mondiale, ainsi que les traitements inadmissibles infligés aux travailleurs après leur retour de la guerre des tranchées au cours de laquelle des milliers de soldats ont trouvé une des morts les plus horribles à la suite de l'euphorie pour l'empire qui a précédé la guerre. Des milliers d'autres sont morts de la grippe espagnole à la suite de la guerre. La guerre a rapidement mis fin à cette euphorie, laissant le Canada à la croisée des chemins, non seulement avec une économie dont l'ancienne base avait été brisée par la guerre, mais aussi sans but ancré dans l'ancienne édification d'empire. Les services rendus par les gouvernements aux intérêts étrangers et au moloch du capital, auxquels les travailleurs ne s'identifiaient pas, ont mis à rude épreuve la capacité des gouvernements à maintenir la paix au travail.

Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial craignaient clairement une révolution semblable à celle qui venait de se produire en Russie. Ils ont répandu des mensonges selon lesquels « les immigrants » étaient à l'origine de la grève. Le gouvernement du Canada a modifié la *Loi sur l'immigration* afin que même les immigrants nés en Grande-Bretagne à qui on accordait automatiquement à cette époque les droits de citoyenneté puissent être déportés. Ils ont mobilisé les forces policières contre les grévistes et ont eu recours à la violence pour écraser la grève. La réponse du gouvernement à la terrible situation dans laquelle se trouvaient les travailleurs à l'époque révélait clairement le rôle de l'État dans la répression des luttes des travailleurs qui venaient de tant sacrifier dans la guerre des tranchées de la Première Guerre mondiale.

En juin les autorités fédérales ont eu recours aux menaces de déportation pour réprimer la politique de la classe ouvrière, bien qu'elles tentaient de tromper le public en évitant d'utiliser le mot « politique » dans leurs accusations. Des amendements ont été apportés à l'article 41 de la *Loi sur l'immigration* et ont défini le terme « immigrant interdit » comme « toute personne intéressée à renverser un gouvernement organisé soit dans l'Empire (également au niveau provincial au Canada), ou en général, ou à détruire des biens ou à promouvoir une émeute ou un désordre public, ou à appartenir à une organisation secrète essayant de contrôler des personnes par la menace ou le chantage ».[1]

Après presque un mois, le maire de Winnipeg a fait appel à des agents spéciaux dont la présence ne faisait qu'alimenter la détermination des grévistes. Leurs dirigeants ont été arrêtés. La Police montée du Nord-Ouest (qui est devenue la Gendarmerie royale du Canada en 1920) et des gendarmes spéciaux ont tiré sur les travailleurs, tuant deux hommes. De plus, 34 autres personnes ont été blessées et 80 autres arrêtées. Quelques jours plus tard, le 21 juin, la grève s'est terminée par une marche de protestation organisée par des anciens combattants.

La grève générale de Winnipeg est devenue la plus grande révolte sociale de l'histoire canadienne et fait l'objet de nombreuses études portant non seulement sur le rôle du gouvernement et des forces de police, mais aussi sur celui des syndicats, des communistes, des socialistes et des partis politiques



traditionnels. La signification de cette grève et de l'époque à laquelle elle s'est déroulée sera examinée davantage pour informer nos lecteurs.



## Note

1. Barbara Roberts, *Whence They Came: Deportation from Canada* (Ottawa: University of Ottawa Press, 1988), p. 84

(Photos : L.B. Foote, Manitoba Public Archives)



---

Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)